De l'incertitude à l'autoresponsabilité. Parcours et dilemmes de sinistrés du nucléaire après l'accident de la centrale 1F

不確実性から自己責任へ：福島第一原発事故後の被災者のライフストーリーとジレンマ

From Uncertainty to Self-Responsibility: Life Stories and Dilemmas of Nuclear Disaster Victims After the F1 Nuclear Power Plant Accident

Chiharu Chūjō et Marie Augendre

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ebisu/5948>

DOI : 10.4000/ebisu.5948

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2021

Pagination : 211-247

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Chiharu Chūjō et Marie Augendre, « De l'incertitude à l'autoresponsabilité. Parcours et dilemmes de sinistrés du nucléaire après l'accident de la centrale 1F », *Ebisu* [En ligne], 58 | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 13 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/5948> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.5948>

De l'incertitude à l'autoresponsabilité : parcours et dilemmes de sinistrés du nucléaire après l'accident de la centrale 1F

Chiharu CHŪJŌ & Marie AUGENDRE

不確実性から自己責任へ：福島第一原発事故後の被災者のライフストーリーとジレンマ
中條千晴、マリ－・オジヤンドレ

From Uncertainty to Self-Responsibility: Life Stories and Dilemmas of Nuclear Disaster Victims After the F1 Nuclear Power Plant Accident
Chiharu CHŪJŌ & Marie AUGENDRE

Mots-clés : accident nucléaire, auto-responsabilité, personnes déplacées, Fukushima, genre, parcours de vie, risque, victime

Les auteurs : Chiharu Chūjō, formée en sociologie politique et maîtresse de langue à l'Inalco, a participé au projet DILEM. Ses recherches portent sur les questions de genre dans l'industrie musicale japonaise et les mouvements sociaux. Marie Augendre, géographe, MCF à l'université Lyon 2, membre d'EVS et de la ZATU, a coordonné le projet DILEM (NEEDS, CNRS). Ses travaux portent sur les relations au risque et à la catastrophe avec une perspective multidisciplinaire.

Résumé : Dans la zone grise de l'accident

de « Fukushima », espace contaminé ou suspecté de l'être mais hors zone d'évacuation officielle, des dizaines de personnes ont accepté de témoigner sur les effets controversés des faibles doses et les décisions à prendre vis-à-vis de leur exposition et de leur sort. Cinq ans d'entretiens longitudinaux montrent comment cette situation affecte l'identité, génère des trajectoires non linéaires, reconfigure des parcours de vie, questionne la construction du risque et la qualification de « sinistré nucléaire », loin du cliché d'impuissance associé. Outre l'instabilité sémantique, sociale et psychologique qui accompagne ce statut, émergent du corpus deux lectures, *via* le prisme de la responsabilité personnelle et celle du genre, qui dévoilent comment, chez des femmes en particulier, cet accident génère de l'engagement.

▼ キーワード

原発事故、自己責任、避難民、福島、ジェンダー、ライフストーリー、リスク、被害者

著者

中條千晴：専門は政治社会学。フランス国立東洋言語文化学院（INALCO）語学専任講師。DILEM プロジェクトに参加。日本の音楽業界や社会運動におけるジェンダーイシューについての研究している。

マリー・オジャンドル：地理学者、リヨン第2大学准教授、CNRS EVS 研究室及びZATU 研究室研究員。DILEM プロジェクト（CNRS-NEEDS）をコーディネートした。学際的な観点からリスクや災害との関係について研究している。

要旨

福島原発事故で放射能に汚染された、もしくは汚染が疑われながら避難区域に該当しないグレーゾーンに暮らす何十人もの人々が、議論が続く低線量被ばくの影響とそれぞれの人生の決断について証言する。5年に渡る聞き取り調査は、福島状況がいかに人々のアイデンティティを揺るがし、生き方を変えさせ、リスク評価や「被災者」と呼ばれることに対して疑問を抱かせるものであるかを示している。被災者と呼ばれる立場に伴う意味的、社会的、精神的不安定さに加え、コーパスからは個人の責任とジェンダーの役割という2つのものが読み取れる。福島原発事故が、いかに人々の、特に女性の社会参加を促すことになったのか理解することが出来るだろう。

▼ **Keywords:** Nuclear Accident, Self-Responsibility, Displaced People, Fukushima, Gender, Life Stories, Risk, Victim

The Authors: Chiharu Chūjō has a background in political sociology and is currently a lecturer at Inalco. She participated in the DILEM project. Her current research is on gender issues in the Japanese music industry, and social movements. Marie Augendre is geographer, associate professor at Université Lumière Lyon 2, member of the EVS and ZATU labs, and coordinated the DILEM project (CNRS-NEEDS). Her research looks at relations with risk and disaster from a multidisciplinary angle.

Abstract: In the grey area of the Fuku-

shima accident, outside the official evacuation zone, dozens of people contaminated or suspected of being so agreed to testify on the controversial effects of low doses, and on their decisions regarding their exposure and their lot. Five years of longitudinal interviews show how this affects identity, generates non-linear trajectories, alters life stories, and fundamentally questions the construction of risk and the qualification of “nuclear victim” that is far from the cliché of powerlessness. Besides the semantic, social and psychological instability accompanying this status, two readings emerge from the corpus through the prism of personal responsibility and that of gender, revealing the commitment generated by the accident, and for women in particular.

De l'incertitude à l'autoresponsabilité

Parcours et dilemmes de sinistrés du nucléaire après l'accident de la centrale 1F

Chiharu CHUJŌ* & Marie AUGENDRE**

Le projet de recherche DILEM (2012-2017), dont les premiers résultats sont présentés dans cet article, est consacré au suivi de personnes sinistrées de l'accident nucléaire au Japon, et focalisé sur la « zone grise » de l'accident de la centrale Fukushima Daiichi (1F). Il s'agit des territoires contaminés ou suspectés de l'être mais non reconnus officiellement, situés au-delà de la zone d'évacuation définie par le gouvernement en 2011. Près de dix ans après l'accident, une partie de ces territoires, qui incluent désormais des zones de nouveau accessibles à partir de 2014, reste dans un entre-deux qui peut s'apparenter à un front pionnier (Augendre 2020). Ni totalement abandonnés et confinés, puisqu'ils ont fait l'objet d'une politique de décontamination et de reconquête active, ni revitalisés et réintégrés, car celles et ceux qui sont partis restent nombreux, y compris depuis la levée de l'ordre d'évacuation. Une partie de la population originaire de ces espaces doute, bien que l'État considère ses habitants comme hors de danger. Confrontés aux effets controversés des faibles doses de radioactivité, ces gens doivent

Notes des auteures : Les auteures remercient vivement les deux personnes qui ont relu minutieusement cet article pour leurs critiques constructives et leurs apports bibliographiques enrichissant l'analyse de la construction victimaire, notamment au prisme des études de santé environnementale.

* Maîtresse de langue à l'Inalco.

** Maîtresse de conférence à l'université Lumière Lyon 2.

prendre seuls la décision vis-à-vis de leur exposition et de leur sort : partir, rester, ou revenir après une période d'éloignement.

L'ambition du projet était de comprendre dans quelle mesure le risque de contamination et l'incertitude affectent l'identité, la trajectoire et comment ils reconfigurent le parcours de vie de personnes initialement ou progressivement exclues du périmètre de l'évacuation officielle. DILEM a permis d'aller à la rencontre de ces personnes, pour qu'elles témoignent de leur parcours et de leurs dilemmes au cours d'entretiens longitudinaux, répétés chaque année entre 2013 et 2017 et complétés par des questionnaires sociodémographiques (*cf. infra*). La méthode retenue avait pour objectif d'évaluer une vulnérabilité mouvante et de cerner des trajectoires non linéaires, qui posent des questions fondamentales sur la construction du risque et sur la qualification de « sinistré nucléaire », au croisement entre le contexte institutionnel et l'expérience subjective.

Le contexte territorial a considérablement évolué depuis l'accident, tant du point de vue des niveaux de contamination ambiante que de la situation réglementaire, sociale ou sanitaire avec en particulier la comptabilisation de cas de cancers de la thyroïde. La situation est très variable d'un endroit à l'autre, au sein du département de Fukushima comme dans le reste des territoires ayant reçu des retombées radioactives en mars 2011, et même dans les communes initialement évacuées autour de la centrale. Aujourd'hui, la politique du gouvernement reste engagée pour la redynamisation de ces territoires, bien qu'un certain nombre de compensations financières aient pris fin et que les incitations fiscales ne perdurent pas. D'énormes efforts ont été consentis dans les secteurs de plaine pour identifier, mesurer et localiser les niveaux de pollution, pour décaper les horizons superficiels des sols où se concentre le césium. Les déchets résultants sont incinérés ou déplacés vers des centres d'entreposage temporaire à proximité de 1F. Toutefois, ces travaux ne sont pas terminés et la grande majorité des espaces montisylvés (70 % de la superficie du département de Fukushima) restent des sources secondaires de contamination très difficiles à contrôler (Evrard *et al.* 2019). Quant à 1F, qui reste vulnérable en cas de séisme notamment, son démantèlement, qui se prolongera sur plusieurs décennies, et le devenir des eaux contaminées accumulées sur le site sont loin d'être réglés (ACRO 2020). C'est dans ce contexte incertain que nous avons rencontré les personnes dont nous avons recueilli le témoignage. L'enjeu était ensuite d'articuler les représentations et les positions individuelles d'une part, les logiques et

les dynamiques collectives de l'autre. L'article présente les grands traits de ce qu'être victime peut signifier dans ce contexte, puis la méthode retenue pour mener les entretiens. Il discute ensuite les impacts de cette configuration génératrice d'insécurité matérielle, sociale et psychologique, avant de proposer deux angles d'interprétation qui émergent du corpus des entretiens.

I. De la catastrophe au risque

L'accident de la centrale de Tepco 1F est le deuxième accident classé au plus haut degré de gravité de l'échelle INES après celle du réacteur de Tchernobyl. En sciences sociales, des auteurs comme Adriana Petryna (2002) ou Frédéric Lemarchand (Ackerman *et al.* 2006) ont analysé la situation quotidienne des survivants de l'accident de Tchernobyl (1986), qui a causé la contamination de vastes territoires. Le nucléaire semble avoir également une capacité à produire des victimes disqualifiées¹, en dehors du contexte accidentel, notamment autour des mines d'uranium comme au Canada (Stanley 2005) ou suite aux essais nucléaires français, dans le Sahara ou plus tard en Polynésie (Barthe 2017). D'autres pollutions industrielles, dont l'effet sur la santé est difficile à faire reconnaître par le droit, suscitent des conflits juridiques entre les victimes et l'autorité ou les prestataires responsables (Brown & Mikkelsen 1990; Jouzel & Prete 2014; Pillayre 2014; Marichalar 2017).

Au Japon, après l'accident de 1F, la question du statut de sinistré se pose avec acuité; moins pour les personnes forcées d'évacuer les premières semaines après le 11 mars 2011 que pour celles qui sont hors de la zone officiellement évacuée, ou qui le deviennent à mesure que celle-ci rétrécit et disparaît. De cette territorialité mouvante émerge la nécessité d'interroger la variété des termes mobilisés pour désigner ces personnes de la « zone grise », et la manière dont elles se définissent elles-mêmes et décrivent leur situation.

1. Personne dont la qualification (de victime) n'est pas reconnue (par les institutions, les exploitants, le droit, etc.).

Ainsi, dans le cas de l'accident de 1F, être « victime » dépend tout d'abord de critères étroits et restrictifs – ce qui ne signifie pas nécessairement que tous soient objectifs ou aisés à établir, ni définitifs. Ce statut dépend en effet tout d'abord :

- de l'appartenance à un territoire : *dans* (par opposition à *hors de*) la zone évacuée, elle-même subdivisée en sous-catégories et réduite avec le temps ; dans les municipalités affectées par le séisme et le tsunami, dont les ressortissants reçoivent un certificat de catastrophe naturelle ; dans le département de Fukushima pour les mineurs, qui ont accès à un suivi médical jusqu'à leurs 18 ans ;
- de critères normatifs (valeurs seuils de débit de dose, en mSv/an) et juridiques (droit à recevoir des compensations).

Toutefois, comme Nomura Toyohiro (2014) le souligne dans son article sur le droit japonais de la responsabilité des dommages nucléaires, la notion de dommage nucléaire est peu précise dans l'article 2 de la loi sur la réparation des dommages nucléaires (*genshiryoku-songai no baishō ni kansuru hōritsu* 原子力損害の賠償に関する法律, ou loi sur la réparation) de 1961. Ces critères n'épuisent donc pas la légalité à être « victime » et à recevoir réparation. Or, la légitimité, qui se distingue de la légalité par son appui sur l'éthique et la morale, trouve une source dans le regard social sur ce statut victimaire (acceptable ou non selon le genre, l'âge, le fait d'avoir des enfants). Cet état de fait contribue à redoubler l'exposition – au danger et à la médiatisation. Il pose des questions d'éthique, de droit (reconnaître et définir un préjudice justifie réparation) et d'identité (se reconnaître, revendiquer ou au contraire taire ou nier). Il s'oppose *in fine* au processus de normalisation forcée depuis l'accident, car le gouvernement entend relancer la production d'électricité nucléaire dans l'Archipel, en dépit du caractère controversé de cette source d'électricité.

Dans ce contexte, il nous semble nécessaire de considérer le risque tout autant comme une réalité « matérielle » qu'une construction sociale à forte dimension territoriale, puisqu'il dépend à la fois des quantités et des effets potentiels des radionucléides, notamment du césium, sur la santé et l'environnement, et de la connaissance – experte ou autodidacte – de chacun, de sa proximité et de sa position, des moyens à disposition pour s'en prémunir, etc. Autant de critères qui varient dans le temps et selon les lieux.

Depuis quelques années, le nombre d'études et de publications se penchant sur la situation des évacués de la zone grise (« auto-évacués », par

opposition aux évacués sur ordre du gouvernement) s'accroît. D'abord celles de journalistes, tels que Hino Kōsuke (2016) ou Yoshida Chia (2016), qui ont mis en lumière leur situation particulière au sein de l'ensemble des sinistrés. Hino dénonce la politique post-catastrophe destinée à cette population en la qualifiant de « politique de délaissement », tandis que Yoshida a relevé les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées les mères évacuées depuis la catastrophe. De nombreux rapports régionaux ont été publiés². En 2018, au moment de la suppression des aides au logement dont certains bénéficiaient, Yabuki et Kawasaki ont réalisé des enquêtes sur leur situation économique, psychologique et leurs perspectives d'avenir. Certains travaux abordent les activités de soutien dans les localités d'accueil et le développement des réseaux citoyens³. La majorité de ces études, qui documentent richement les impacts de la catastrophe sur les sinistrés, souligne la déstabilisation des conditions financières et sociales des évacués. En revanche, les travaux se penchant sur la construction identitaire victimaire et son évolution demeurent encore trop peu nombreux, malgré d'autres cas d'études tels que ceux de Minamata (Jobin 2006 ; Komatsubara 2019) ou d'Ashio (Pitteloud 2019). Les enquêtes étant principalement ponctuelles (*e.g.* Hiromoto 2016), rares sont celles qui permettent d'appréhender l'évolution de la condition des sinistrés de LF dans le temps long, alors que les parcours sont très fluctuants d'une année à l'autre depuis l'accident. De plus, malgré le nombre important de mères parmi les auto-évacués, peu de travaux abordent le sujet sous l'angle des études de genre⁴. Les enquêtes menées dans le cadre du projet DILEM avaient pour objectif de combler une partie de ces lacunes, pour apporter de nouvelles perspectives à la discussion sur les conditions des sinistrés de la catastrophe.

2. Selon le rapport de Yoshioka et Kuroda (2015), par exemple, dix-neuf travaux sur les (auto-)évacués ont été publiés jusqu'en 2015.

3. Voir par exemple Matsui (2013) ; Inui (2016) ; Tanami (2018) ; ou encore Aldrich (2012), sur l'importance du réseau social des sinistrés.

4. On peut citer malgré tout la récente thèse en ethnologie de Grégory Beaussart (2017), qui aborde le rôle des associations de femmes face aux catastrophes naturelles au Japon.

II. La reconstitution de parcours de vie, entre individualités et collectif

Le choix de focaliser notre regard sur les déplacés de la zone grise est constitutif de notre objet de recherche ; nous avons cherché à comprendre ce que signifie être « sinistré nucléaire » pour celles et ceux qui ne sont pas considérés comme tels officiellement. Nous n'avons donc pas cherché à interviewer les personnes qui préfèrent dénier tout risque post-accidentel. Nos interviewés ont en commun de considérer que leur environnement de vie est contaminé, notamment par le césium-137, et dangereux à plus ou moins long terme. Il faut noter dans ce cadre que beaucoup de personnes ignoraient tout du nucléaire et de la radioprotection avant l'accident, mais que leur niveau de connaissance a très vite et amplement progressé par la suite, leur permettant d'appréhender le risque, de s'en prémunir sinon de le maîtriser.

Une des caractéristiques de l'accident nucléaire de 1F est la quantité d'information, de teneur très hétérogène, accessible en ligne et circulant sur les réseaux sociaux. Le traitement de ces informations, le crédit variable qui leur est accordé, conduisent les personnes à des conclusions très variables et ne mènent pas nécessairement à la décision de se déplacer.

Parmi les personnes que nous avons rencontrées, quelques-unes ont décidé de demeurer dans le département de Fukushima, où elles habitaient (commune d'Iwaki au Sud du département, et plaine centrale – Nakadori – pour l'essentiel), tout en ayant conscience du risque lié à la dispersion de radionucléides dans l'environnement (nous les nommons « résidentes ») ; une majorité a quitté son lieu de résidence afin de fuir la contamination (les « [auto-]déplacées ») ; et certaines sont retournées là où elles habitaient avant ou à proximité, après une période de déplacement (les « retournées »). Certains déplacés ou retournés venaient parfois de Sendai ou du Kantō, car le risque est identifié au-delà du département de Fukushima. Au fil du temps, les contours de la zone grise varient en fonction des modifications du zonage et de la politique de retour ; à partir de 2016 notre panel a intégré 7 personnes, évacuées forcées, dont le statut devient semblable à celui de « retourné ».

Fig. 01

Les déplacés de Fukushima dans les départements japonais.

Réalisation : Augendre (2020).

Nous avons recherché des déplacés d'abord dans des départements proches : Yamagata, qui reçoit le plus de déplacés en provenance du département de Fukushima, et le Kantô. Sous l'influence directe de la capitale et non indemne de points chauds de contamination après l'accident, le Kantô est à la fois région d'accueil et région de départ pour des destinations encore plus éloignées, comme l'Ouest du Japon. Ensuite, nous avons sélectionné trois départements intermédiaires (Yamanashi, Nagano et Shizuoka), puis

deux destinations « lointaines » : l'île de Hokkaidō au nord et le Japon occidental, incluant le Kansai (départements mégapolitains d'Osaka, Kyōto et Hyōgo), ainsi que le département d'Okayama.

Les interviewés ont été listés et contactés par les associations partenaires selon une grille de caractéristiques sociodémographiques et professionnelles préétablies. Nous avons en effet veillé à équilibrer les caractéristiques de sexe et d'âge et à diversifier les statuts d'emploi et secteurs d'activité. Malgré une réalisation du panel en deux vagues, avec réajustement intermédiaire, les adultes de 26 à 45 ans (35 personnes sur 63 enquêtées la première année) sont surreprésentés par rapport à nos objectifs de départ.

La première année, nous avons rencontré 66 personnes, pour 63 entretiens d'environ 2 heures (dont trois de couples interviewés ensemble) : 37 personnes déplacées, 17 résidentes et 9 retournées. Parmi les déplacés, 13 se sont installés à proximité (Yamagata et surtout Kantō), et 18 ont rejoint des destinations lointaines (Hokkaidō et Japon occidental), 7 ayant été rencontrés à mi-distance. Ces entretiens ont été accompagnés de questionnaires sociodémographiques et de cartes interprétatives dont le traitement fait l'objet d'une analyse distincte. 7 anciens évacués forcés ont été intégrés au panel en 2016. Après 5 ans, nous avons accumulé près de 250 entretiens, et réussi à suivre en continu 24 personnes, 23 avec une seule année lacunaire, et 9 avec deux lacunes (essentiellement par interruption volontaire de leur part ou faute de réponse).

Il faut préciser d'emblée que l'analyse des entretiens nous a conduit à relativiser la pertinence du critère d'éloignement, établi au préalable sur une échelle kilométrique à partir de la répartition connue des évacués (voir carte) : l'une des interviewées a en effet expliqué qu'elle n'a pas hésité à choisir Sapporo après avoir observé que l'aéroport de Fukushima était de nouveau partiellement opérationnel dès le lendemain de la catastrophe, et qu'en cas de réplique les lignes aériennes étaient plus fiables que les voies terrestres. La politique d'accueil des localités à travers l'archipel, dans l'urgence puis par la suite, a pu varier considérablement d'une municipalité à l'autre en fonction des édiles.

Outre les personnes ayant reçu l'ordre d'évacuer, nous avons exclu *de facto* celles qui considèrent qu'il n'y a pas de risque sanitaire lié à la radioactivité dans les zones où elles résident. Par ailleurs, celles qui sont conscientes du danger, mais qui ne font pas partie des réseaux ou d'associations n'ont pu être intégrées, sauf quelques exceptions recrutées grâce au

bouche à oreille. Nous n'avons pas non plus pu atteindre les personnes qui demeurent invisibles et silencieuses de leur propre chef, soit parce qu'elles trouvent difficile ou pénible de verbaliser et partager leur expérience, soit qu'elles préfèrent garder l'anonymat. Enfin, les parcours identifiés reflètent en partie les conditions de terrain, en particulier l'accessibilité des lieux de réalisation des enquêtes et les réseaux des partenaires associatifs locaux. Les résultats présentés ci-après doivent ainsi être interprétés à la lumière de ces circonstances.

Pour analyser les diverses situations des répondants, nous avons eu recours à l'histoire de vie (*life story*). Cette approche apparue dans les années 1920 s'est développée principalement aux États-Unis, puis en Europe (Goodson 2001). Il s'agit d'une approche par laquelle l'on cherche, à l'aide des analyses de récits individuels, à tracer l'esquisse d'une situation sociétale ou d'un parcours de vie de sujets particuliers. Cette approche, un temps supplantée par l'approche maximaliste (telle que la statistique), est aujourd'hui à nouveau revalorisée par les sciences humaines, qui accordent du crédit et de la légitimité à chaque témoignage, sans hiérarchie. Malgré l'individualité des données, comme Bertaux le montre dans la conclusion de son livre *Le Récit de vie* (2010 : 119-121), cette approche pourrait fournir des éléments de compréhension, en accordant aux témoignages « un statut de véracité », vérifié « en les comparant systématiquement les uns aux autres – ce qui est possible compte tenu de ce que leurs expériences ont en commun ; et en recourant aussi à d'autres sources, statistiques, textes réglementaires, travaux historiques... ». L'approche par l'histoire de vie permet ainsi de mettre en relief le processus de subjectivation des individus concernés par un phénomène socio-spatial, tout en apportant des éléments détaillés pour étoffer l'analyse.

III. Des rapports contrastés au risque, aux proches, à la vie publique

L'accident de 1F agit comme un « puissant reconfigurateur », capable de « transformer l'angle de vision des futurs, introduisant une sorte de brisure dans l'espace des conjectures et des modèles. Il crée de toutes pièces un point d'irréversibilité, autrement dit une violente bifurcation » (Chateauraynaud 2011).

Faute de place, il est impossible de donner autant d'importance qu'il serait souhaitable aux citations d'entretiens. Celles qui sont présentées ci-après se veulent représentatives et variées, mais ne rendent que partiellement compte de la complexité des parcours de vie observés, finalement assez différents les uns des autres, et des manières de l'exprimer. Les propos sont en effet parfois hésitants, appesantis par des périphrases plutôt que francs et directs. Cette réalité fait écho à la situation, la définition et l'identité des personnes interviewées, bien souvent en marge ou en dehors des dispositifs mis en œuvre pour gérer la population après la catastrophe.

III. 1. Une conscience du risque de contamination variable, qui s'affadit et se « naturalise »

La conscience du risque d'irradiation se construit à partir de plusieurs informations auxquelles l'individu a accès, telles que la notion d'exposition aux rayonnements ionisants, les données obtenues par la mesure de la contamination alimentaire, de l'air ou du sol, ou encore la nature ou la provenance des denrées. Elle dépend aussi du lieu de résidence ou du fait d'avoir des enfants ou non.

La conscience marquée du début de l'enquête, prémisses de la composition du panel, s'est transformée avec le temps. Lors de la première enquête, conduite plus de 2 ans après l'accident, la majorité des participants avait une conscience aigüe du risque nucléaire, exprimée dans le discours par des mesures de radioprotection, c'est-à-dire des pratiques diverses menées afin de se protéger ou de protéger son entourage en minimisant l'exposition aux rayonnements (nettoyage, temps limité à l'extérieur, mesure ou surveillance des mesures dans l'air, les sols ou l'alimentation, veille sur la provenance des denrées alimentaires consommées...).

Certains, au contraire, consommaient des produits de Fukushima, tout en ayant conscience du risque. Il s'agissait d'une partie des résidents, qui mesurait la contamination par elle-même ou avait recours aux mesures officielles réalisées et publiées par les municipalités. Ces personnes semblaient avoir confiance dans cette veille et dans les seuils autorisant la commercialisation des denrées alimentaires (en Bq/kg, ils ont varié dans le temps et selon les produits) et la résidence (20 mSv/an).

D'année en année, les interviewés évoquent moins les pratiques de protection contre l'exposition, sans que cela ne signifie un regain de confiance vis-à-vis des informations officielles concernant l'évolution des niveaux de contamination. Chez les auto-déplacés dont l'intention initiale est justement de s'éloigner de la source de danger, cette baisse de vigilance était souhaitée et jugée positivement. Cette distanciation concerne aussi celles et ceux qui sont restés ou rentrés et qui sont exposés en permanence et inévitablement à de faibles doses. Si leur vigilance semble s'être banalisée ou « naturalisée », c'est en partie car leurs pratiques quotidiennes se sont transformées, notamment vis-à-vis des denrées consommées (riz commandé sur Internet, recours aux circuits courts). Cet ajustement peut être interprété comme une protection symbolique (qui peut s'apparenter à une cécité volontaire) ou un rituel adaptatif, lorsque des gestes mis en place dans les années qui ont suivi l'accident sont devenus « naturels » et anodins. D'autres enfin ne mentionnent simplement plus cette vigilance.

Il est à souligner, par ailleurs, que les auto-évacués comme les résidents, y compris les enfants, ont acquis au cours des années une connaissance approfondie de l'exposition aux rayonnements, si bien qu'ils établissent leurs propres critères de danger, et de sélection, en fonction desquels ils adoptent des pratiques de protection spécifiques. Les parents, qui veillent particulièrement à limiter l'exposition de leurs enfants, sont confrontés à un arbitrage entre le risque peu tangible d'exposition à la radioactivité (s'ils restent) et le risque plus immédiat de harcèlement dans le cadre scolaire, lorsqu'il est notoire qu'ils arrivent « de Fukushima » (s'ils évacuent).

Les entretiens montrent des nuances entre les hommes et les femmes. Tandis que les hommes interviewés disent tous partager leurs idées sur le risque avec leur compagne, ou parfois indiquent avoir une conscience moins prononcée de celui-ci qu'elle, de nombreuses femmes évoquent le manque de compréhension de leur conjoint vis-à-vis du risque, ou le sentiment de ne pas être comprises ou soutenues. Ces différences dans le couple se

retrouvent aussi dans la famille élargie, avec la belle famille ou les (grands-) parents. Par exemple, certaines mères déplacées souffrent du regard critique de leur belle famille, pour qui l'union matrimoniale prime sur la question du risque nucléaire (voir témoignage *infra*). Au-delà, le regard social est apparu comme un paramètre de première influence dans le positionnement vis-à-vis du risque.

III. 2. Impacts sur les relations sociales : atomes crochus et électrons libres

Les interviewés ont vu leurs rapports sociaux, que ce soit dans la sphère privée ou publique, bouleversés depuis la catastrophe.

Beaucoup sont confrontés à des situations contraignantes dans la relation avec leur famille, en raison de dissensions vis-à-vis de leur rapport au risque. Certains sont dans une situation conflictuelle avec leur conjoint ou la belle-famille. Pour la majorité des déplacés, la différence de conscience du risque et d'exigence de protection est source de conflit, et de séparation physique entre le lieu de destination et la résidence d'origine, où demeure un membre de la famille pour assurer les revenus du ménage en poursuivant ses activités professionnelles. L'augmentation des dépenses, du fait de la double résidence (loyer, transport, vie quotidienne), devient ainsi une contrainte importante pour la famille.

Le changement de relations sociales est radical pour la majorité des participants. Tout comme la rupture avec les amis du lieu de résidence est très fréquente chez les déplacés, les retournés entretiennent peu la relation au lieu de destination, une fois rentrés. Certaines personnes, au contraire, ont développé activement un nouveau réseau social après l'accident. Celui-ci s'appuie souvent sur des réseaux de sinistrés, des associations de soutien, des militants antinucléaires, qui leur permettent de s'engager dans des activités caritatives ou militantes. Dans les premières années, les *shiensha* 支援者, ces habitants du lieu de destination qui soutiennent les déplacés, organisent avec ceux-ci des conférences, ateliers ou, parfois, des « voyages sanitaires⁵ » pour les enfants.

5. Ces séjours destinés à éloigner les enfants en priorité des secteurs les plus contaminés pendant des week-ends ou les congés d'été sont organisés dans différents lieux de

Créer et maintenir ce type de relations, pour des personnes confrontées à la réprobation de leur famille comme nous l'avons décrit plus haut, est toutefois difficilement tenable. Cela explique en partie l'atténuation de ces nouveaux liens, perceptible au fil du projet DILEM. Chez les déplacés, cela est souvent dû au fait de trouver un travail, qui les prive de leur temps disponible. Il en est ainsi chez les mères élevant seules leur(s) enfant(s), pour qui assurer une stabilité économique est primordiale. Cette précarité relationnelle s'expliquerait par des éléments psychologiques générés dans les situations inconstantes et instables, peu favorables à l'entretien de liens solides, comme nous le montrons dans le témoignage qui suit.

Ces réseaux affinitaires se retrouvent également chez les résidents : dès l'accident, beaucoup ont développé un réseau de personnes ayant une forte conscience du risque d'exposition. Ils ou elles partagent les informations sur la contamination, participent ou organisent des ateliers, des table-rondes, des campagnes de mesure de la radioactivité ambiante, des sols ou des aliments. Mais avec le temps, plusieurs personnes se sont éloignées de ces activités, en raison de l'évolution de leur positionnement : réclamer le statut de sinistré est, pour beaucoup d'entre elles, une ignominie. Gênées de la situation de dépendance qui les assimile à des personnes socioéconomiquement marginales, elles souhaitent écarter le sentiment de honte. Cesser de déplorer leur situation est une réaction face à cette gêne et contribue au maintien de leur dignité. À l'inverse, celles et ceux qui considèrent que leur statut est légitime et justifie des aides ont renforcé leurs activités caritatives ou militantes. Nous développons ce point dans la quatrième partie.

Le premier témoignage met en évidence une situation représentative des mères déplacées, celui d'une femme qui a quitté Iwaki, à une cinquantaine de kilomètres au sud de 1F, pour Tokyo, avec son fils. Ils y sont restés jusqu'en 2015. Leur retour a été la conséquence des tensions avec le conjoint resté sur place et la belle-famille. Sa sensibilité très élevée au danger de contamination a eu un impact considérable sur ses rapports sociaux. Avec ses convictions vis-à-vis du danger, cette mère éprouve un décalage avec son

l'Archipel (voire à l'étranger) par des associations d'entraide. Dans la majorité de cas, leur source de financement est la participation aux frais des individus, mais parfois elles sont subventionnées par des municipalités, des entreprises ou même l'État.

entourage, qui lui semble insouciant. Nous présentons ici des extraits des entretiens de 2014, 2015 et 2016.

En 2014 : elle participait alors régulièrement à un programme de voyages sanitaires.

A : なんかやっぱり避難する必要があんまり無い、と思っている人たちなので、けっきょくその楽しそうなことも、あんまり見せちゃいけなかったんですね。

遊びに行っているとか、そっちが住み心地良いだろうみたいに言われるのも、やっぱりそれはそれでショックだし。

なので、そういう子供を充実させているというのは、見せなきゃいけないけれども、私が楽しいふうに見せちゃ駄目だったんですよ。

楽しまない様かというと、遊びに行っている感を少なくしないといけなかったんですね。

Après tout, ils [son conjoint et sa belle-famille] ne voient pas l'importance du déplacement ; je ne pouvais pas leur montrer que l'on « s'amuse ».

Quand ils tiennent des propos sarcastiques comme : nous sommes mieux là-bas, en insinuant que nous sortons pour nous amuser, c'est quand même blessant...

Donc, je dois leur montrer que mon fils est satisfait, mais je ne peux pas leur montrer que je suis enjouée.

Enfin, je dois leur donner moins l'impression que nous sortons pour nous divertir.

En 2015 : elle s'inquiète du regard que son entourage porte sur sa vigilance envers le risque nucléaire.

Q : 結構、今も気にされているということはなかなかあまり表立ってほ。

A : そうですね。ただ回りは当然気付いて、私こっちに帰ってから1回も外遊びさせていないんですね。

ただ、子どもには、ただ、お友だちには言わないでねっていうことは言っています。

嫌な思いされたり、あと、やっぱり何あの人って思われるのも嫌なんですよ。

Q : *Vous ne dites pas aux autres que vous faites toujours attention au risque.*

— Non. Mais mon entourage en est bien conscient. Car je n'ai jamais laissé mon fils jouer dehors depuis notre retour. [...]

Je demande à mon fils, toutefois, de ne pas dire ce genre de chose [le fait qu'elle s'inquiète pour l'exposition] à ses amis.

Je ne veux pas vexer d'autres familles, et je ne veux pas que les autres me fassent des remarques.

En 2016 : elle raconte sa perception globale de la vie depuis l'accident

Q : 事故の後ですけど、変わったとか、一番変わったことって何ですか。

A : でも、やっぱりもちろん子どもの健康への心配っていうのはすごくありますし、それはとつてもストレスですし、家族関係っていうのは避難によって変わったと思います。

だから、主人との実家とは疎遠になりましたし、あと主人との関係も震災前ってどんなだったかって思うことがあって、結局やっぱり離れていた期間が長いので、あとはやっぱり負い目があるんですね。

応援されてない状態で行ってた、勝手に行ってみたいに言われてたんで。

だから、戻った今もすごく気を遣いながら、ある意味びくびくしながら暮らしていたりはしますね。

Q : *Quel est le plus grand changement depuis l'accident, à vos yeux ?*

— Déjà, le souci pour la santé de mon enfant, qui est devenu le stress de ma vie. Après, la relation familiale est bouleversée à cause du déplacement.

J'ai de moins en moins de relation avec ma belle-famille, et je me demande aujourd'hui comment je me comportais avec mon mari avant l'accident... Comme on s'est éloignés pendant un moment. Et puis je me sens coupable aussi vis-à-vis de ces personnes.

Car je suis partie sans aucun soutien de leur part, et ils considéraient que je n'en faisais qu'à ma tête.

Donc, même après le retour, je me soucie beaucoup, enfin je suis intimidée par leurs réactions.

L'accident n'a pas que des effets délétères. Certaines personnes ont pu en faire une opportunité favorable, et sont considérées, autant par les médias que par les autorités, comme des cas d'adaptation optimisés. Ainsi une résidente, jeune agricultrice bio de Nihonmatsu explique qu'elle a une connaissance intime de son activité, qu'elle mène avec son père, et du territoire ; elle a pris la sécurité alimentaire à bras le corps avec l'aide de la municipalité et du département, par des campagnes de mesures, la promotion de produits « bio » de Fukushima, ou encore l'organisation d'événements autour de l'agriculture.

III. 3. Depuis l'accident, une défiance persistante vis-à-vis de la politique

La défiance envers les autorités (politiques, exploitant ou experts...) est l'une des postures partagées par la totalité des participants. Les personnes évacuées ou résidentes sont restées, tout au long des cinq années de l'enquête, profondément sceptiques à l'égard des politiques de gestion de la catastrophe et de la protection de la vie des sinistrés. Cette défiance s'est même renforcée à mesure que les médias publiaient des informations inédites sur 1F, d'abord au sujet de la trajectoire du nuage radioactif et de la fusion des cœurs, puis sur la contamination des eaux. La politique post-accidentelle ne leur a pas donné non plus satisfaction. Aucun de nos interviewés ne déclare avoir confiance en la Genshiryoku kisei iinkai 原子力規制委員会 (Commission de réglementation de l'énergie nucléaire) ni même dans les travaux de la Kokkai jikochō 国会事故庁, commission d'investigation indépendante sur l'accident nucléaire de Fukushima, qui avait pourtant attribué une cause humaine et non naturelle à la catastrophe. La méfiance est également très profonde vis-à-vis des examens médicaux gérés par l'université médicale de Fukushima. Certains refusent de suivre ces examens pour ne pas servir de cobaye ni fournir de données aux autorités médicales.

Les travaux de décontamination leur paraissent « inutiles » ou « inefficaces », tandis que la reconstruction « ne s'adapte guère aux besoins des sinistrés ». La politique de retour, quant à elle, est considérée comme une mesure qui « ignore les droits des déplacés » en les exposant à nouveau aux rayonnements. Cette défiance généralisée peut surprendre chez des personnes qui faisaient plutôt confiance au gouvernement, central et local, avant l'accident nucléaire. Leur vécu de l'expérience les a rendus méfiantes, et peut influencer négativement leur position concernant la politique de reconstruction et de réhabilitation du territoire sinistré. La difficulté à rétablir une relation de confiance ainsi malmenée explique certainement une partie des efforts de l'agence de reconstruction pour rassurer les locaux, et au-delà la population japonaise, que ce soit par la communication ou des incitations financières pour le retour ou l'installation sur place.

Cette insatisfaction a conduit certaines personnes à s'impliquer dans des activités politiques et militantes. Plusieurs d'entre elles font partie de collectifs de plaignants dans les procès contre Tepco et contre le gouvernement

japonais (*genpatsu soshō* 原発訴訟⁶). Morimatsu Akiko⁷, mère déplacée de deux enfants, est une figure de ce mouvement. Elle a déménagé à Osaka trois mois après l'accident, en laissant son mari médecin à Kōriyama, où la famille résidait avant l'accident.

Elle partage ses préoccupations avec son conjoint. Le couple considère les traitements administratifs destinés aux déplacés injustes : la famille mène une « double vie » entre Kōriyama et Osaka, avec deux résidences et de longs trajets entre ces villes distantes de près de 700 km, si bien que les dépenses de la vie courante sont devenues onéreuses. Malgré cette situation, ils ne peuvent guère bénéficier des aides de l'État, du fait de leur statut d'auto-évacué. Ils ont simplement été relogés durant un trimestre en dehors du logement qui leur a été attribué à Kōriyama, à la suite des dégâts du séisme sur leur résidence d'origine. Lorsqu'elle a enregistré son identité à la mairie d'Osaka, Morimatsu a été dirigée vers le guichet « pour les étrangers », en raison de sa situation particulière de déplacée d'une zone grise. La mère s'est alors sentie comme « une réfugiée de l'accident nucléaire » et s'est mise à réfléchir aux droits des sinistrés. Pour cette femme, le fait d'être privée de protection de la part du gouvernement apparente sa situation à celle des réfugiés définie par la convention de Genève, bien qu'elle ne se trouve pas hors du Japon⁸.

Son indignation contre Tepco et le gouvernement, tenus pour responsables de l'accident, puis le statut de « réfugiée » que Morimatsu revendique, l'ont ainsi conduite à s'orienter vers des activités d'abord associatives (de soutien et d'entraide aux sinistrés), puis vers l'engagement politique : diplômée en droit, elle participe très activement à des interventions publiques

6. Littéralement procédures contre les centrales nucléaires – terme générique désignant les poursuites à l'encontre des producteurs d'électricité nucléaire concernant leur faillibilité.

7. Engagée très ouvertement dans le militantisme, Morimatsu nous a permis de mentionner son nom.

8. Préambule de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés entrée en vigueur le 22 avril 1954 : « le terme de réfugié s'applique à toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays » (OFPRA 2018).

et préside actuellement un collectif de plaignants résidant dans la région métropolitaine d'Osaka. Cet engagement approfondit ses compétences juridiques. Dans un pays gouverné par un premier ministre pro-nucléaire (Abe Shinzō 安倍晋三 de 2012 à 2020), cette posture s'apparente aussi à une opposition au gouvernement en place. Ainsi, son expérience conforte le rôle central de la carrière, des associations ou encore des réseaux de sociabilité dans le positionnement (dénonciateur ou pas) vis-à-vis des autorités, dans la construction de soi comme victime, ainsi que dans la perception de sa contamination. De nombreuses recherches sur les mouvements sociaux victimaires, en particulier dans le champs de la santé environnementale, ont déjà fait le constat de cette construction sociale et spatiale dans d'autres contextes, que ce soit dans le cas des enfants atteints de leucémie autour de puits contaminés par des déchets toxiques (Brown 2010), des agriculteurs phyto-victimes (Jouzel & Prete 2014), des appelés du contingent irradiés lors des essais nucléaires français (Barthe 2017) ou encore des malades de l'amiante (Pillayre 2017). Ainsi, devenir victime des suites protéiformes d'un accident ne va pas de soi, ni ne peut se résumer à une contiguïté avec le risque. Des entités et des collectifs tiers interviennent, ainsi que des structures préexistantes ou nouvelles, à différentes échelles locales ou nationales. Le processus peut être temporaire, et réversible. L'intérêt de la méthode longitudinale mise en œuvre au cours du projet DILEM est d'aller au-delà des résultats des recherches évoquées ci-dessus, focalisées sur des personnes qui se disent victimes ou des collectifs en cours de constitution. En effet, la répétition des entretiens pendant cinq années a également mis en évidence les processus par lesquels des personnes en viennent à ne pas ou ne plus s'identifier en tant que victimes.

III. 4. Une identité flottante et ambivalente

À la diversité des situations observées fait écho une diversité lexicale d'identification. Cette variété révèle, pour certains, une prise de conscience politique et juridique. En effet, les interviewés privilégient certains termes pour se définir et en récusent d'autres censés les qualifier. Ainsi, *hinansha* 避難者, personne évacuée, est le terme le plus fréquemment évoqué par les interviewés à la question sur leur statut. Certains y ajoutent des épithètes de détail, comme *jishu hinansha* 自主避難者 (littéralement, évacué volontaire), *kuikigai hinansha* 区域外避難者 (évacué d'en dehors de la zone

officiellement désignée par l'ordre de l'évacuation), ou encore *boshi hinansha* 母子避難者 (mère seule évacuée). Il est à souligner que le terme *jishu* 自主, qui sous-entend une démarche « volontaire », est ici problématique. Pour distinguer l'itinérance de nombreuses personnes de celle des évacués forcés de la zone délimitée par le gouvernement, il est plus juste de les considérer comme des *auto-évacués*. En effet leur déplacement est vécu comme une solution d'urgence, inévitable, imposée en réaction à l'absence de reconnaissance et de soutien des autorités et cette décision est finalement un arbitrage fortement contraint.

Plusieurs personnes interviewées se sont définies en tant que *ijūsha* 移住者, littéralement « personne qui a déménagé/qui s'installe ». Si le statut de migrant environnemental est reconnu par l'ONU⁹ et invoqué par Morimatsu, la référence à une dégradation écologique chez les interviewés reste exceptionnelle. L'emploi de ce terme est d'abord significatif d'une déconsidération du statut de *hinansha*, connoté à un aspect misérable ou pitoyable. Pour ces personnes, éviter d'employer réfugié/évacué consiste à échapper à un regard social stigmatisant, en « tournant la page » de l'accident, au profit d'une identité alternative détachée du passé, comme acquise à la suite d'un simple déménagement. Ce refus du « statut de victime » a émergé principalement dans le discours de certains participants masculins. Nous reviendrons sur ce clivage de genre dans la discussion.

La position de celles et ceux qui se déclarent *hinansha* lors des premières enquêtes semble changer au cours des années, à mesure de l'évolution de la situation. En effet, plusieurs passent du statut revendiqué d'évacué à celui de migrant, après qu'ils ou elles ont changé leur enregistrement de domicile (*jūminhyō* 住民票) de la ville d'origine à celle de destination.

Plusieurs statuts sont parfois évoqués en parallèle. Certains se déclarent à la fois évacués et résidents (d'une ville de destination), d'autres évoquent, en plus d'un statut géographique, des termes identitaires comme *hibakusha* 被曝者, irradié (en référence aux *hibakusha* de Hiroshima et de Nagasaki),

9. « Ceux qui sont forcés de quitter leur lieu de vie temporairement ou de façon permanente à cause d'une rupture environnementale (d'origine naturelle ou humaine) qui a mis en péril leur existence ou sérieusement affecté leurs conditions de vie », EL-HINNAWI, Essam, *Environmental refugees*, Nairobi : United Nations Environment Programme, 1985, 41 p., cité et traduit par Cournil (2010).

ou *tōjisha* 当事者, partie, au sens juridique – personne concernée par l'accident de 1F. Certains, par ailleurs, mettent des catégories sociales en avant, telles que « chômeur » – statut appelé à être tout aussi transitoire et surmonté que celui de « victime ».

Ces nuances s'articulent à des positions sociopolitiques. Par exemple l'implication, ou du moins la sympathie pour les activités associatives et militantes, va de pair avec la revendication du statut de *hinansha*, auquel tendent à renoncer en revanche celles et ceux qui se détachent volontairement de ces activités. Autrement dit, s'il est finalement devenu un élément d'entrave pour celles ou ceux qui désirent repartir sur de nouvelles bases, le statut d'évacué constitue pour les autres un levier pour revendiquer des droits humains et dénoncer la responsabilité première des autorités et de l'exploitant.

Par ailleurs, la majorité de celles et ceux qui se considèrent *hinansha* déplore un état « en suspens », ou « vacillant » (*yuragi* ゆらぎ) de manière persistante. Cette perception d'être suspendu, d'être dans l'incertitude, est définie par Hiromoto Yuka comme « l'état psychologique où se mêlent et se développent trouble, contradiction, anxiété, hésitation, indécision, incompréhension » (Hiromoto 2016).

Nous confrontons ci-après deux témoignages qui illustrent ce contraste identitaire, tout en provenant de personnes au parcours similaire.

Le premier témoignage est celui d'un père déplacé qui a quitté la ville de Fukushima après l'accident pour s'installer avec sa famille à Sapporo. Ayant une conscience forte du risque, il manifeste pourtant sa gêne par rapport au terme « évacué ».

Q : 自分を表す表現っていうと、避難者じゃないんですね。

B : ぼくはもう避難者っていう言葉は使っていないです。自分は移住者って使っています。

もうイミグレーション、イミгранトだと言っています。避難者っていうと、後ろめたくて、一歩引かれてしまう。特別な枠組みの中でいて、惨めな人っていうふうな。避難移住とかは使うけど。避難移住者。避難って言われたくない人、多いんだよ。結構多いんだよ。私は言われたくないっていう。だって、子どもがいて、前向きになれないっていう。あとは、さっき言ったアクティビストは「避難でいいでしょ」っていう。「避難は避難だろう」と。それは自分の権利認めたいからって使っているだけである。

Q : *Ce n'est pas le terme « évacué » qui décrit le mieux votre statut, semble-t-il.*

— Je n'utilise plus ce terme. J'emploie le terme « migrant ».

C'est une immigration. Je suis migrant. Si je me prétends évacué, j'ai mauvaise conscience, et je gênerais les autres. On me considérerait comme quelqu'un qui est dans un état spécifique, un état de misère. Donc j'emploie un autre terme comme « migrant [installé] suite à l'évacuation ». Vous savez, il y en a beaucoup qui ne souhaitent pas être considérés comme « évacués ». [...] Parce que cette qualification empêcherait les enfants d'avoir une perspective positive, il paraît. De plus, les militants nous imposent ce statut d'évacués. Pour eux, cela ne change pas grand chose, « les personnes qui se sont évacuées, elles sont évacuées, point à la ligne ». Mais nous utilisons ce terme pour revendiquer notre droit, c'est tout.

Après, la relation familiale est bouleversée à cause du déplacement.

Cet homme est une personne cultivée, et a pris la parole en public, tenté de convaincre son entourage du risque nucléaire à de nombreuses reprises, sans succès. Durant cet entretien de 2015, il a également évoqué son malaise envers les militants antinucléaires, qui, à ses yeux, imposent leur vision monolithique. Son abandon du terme découle de telles expériences et de sa frustration à l'égard de ce décalage avec les autres.

À l'inverse, le second témoignage de Morimatsu, déjà citée plus haut, met en avant son statut de victime depuis le début des enquêtes. D'abord « mère évacuée », puis « réfugiée nucléaire », elle évoque ensuite les trois termes, « sinistrée », « victime », et « *hibakusha* ». En 2016, elle témoigne de cette « évolution » :

Q : 今の状況を表わす言葉として言われてたんですけど、それは今、何か変わったりされました？

モリマツ：いやいや、もうその通りです。被ばく者はだいぶ前進しましたね、今年。

Q : 「前進」というのは、その被ばく者としてのステータスを社会的に認知される？
モリマツ：そうです。すごい、ここ、怖かったんですよ。「違う」って拒否される可能性も、全然、原爆と原発は。

でも私はずっとメッセージとしては出て来るものは同じで、で、すごい感謝してるんです、被ばくの語り継いでくださった、発信し続けるって。だからそこをすごい見習ってるんです。

8月5、6とリレートークでしゃべらせてもらって。6日、まさにその日に福島発言をさしてもらえた。聞いてもらえたっていうか、あとはもう被ばく者のリレートークの中で、被ばく者団体協議会の方とかの語りの中ではさんでいただいて、同じ問題であるっていうのを一緒に受け入れてほしいし、受け入れてほしいし、一緒に考えてほしいっていうメッセージを発信することができた、5年掛かったし、呼んでも、別に私、有名人でもないから、ほかの方はどんどん行かれたんだろうけれども。まあ、でも、そういう活動につながっていて。

Q : それがあることによって、被ばく者であるっていう意識は高まったというか。で、形を変えて同じ被害ですよ。放射能っていう問題は同じなわけで。

Q : *Avez-vous changé votre regard sur ces trois statuts ?*

Non, ils sont toujours valables. J'ai de plus en plus avancé ce statut de *hibakusha*.

Q : *C'est-à-dire, vous êtes de plus en plus reconnue comme hibakusha par la société ?*

C'est cela. J'avais peur, en effet. Que les autres nient le lien entre la bombe atomique et l'énergie nucléaire.

Pour moi, on peut pourtant en associer le message. Je suis reconnaissante en ce sens aux personnes qui continuent de témoigner de leur expérience de l'exposition à la radioactivité. Je me réfère beaucoup à ces gens-là.

J'ai participé à une table ronde les 5 et 6 août. J'ai pris la parole le 6, [en tant que déplacée de] Fukushima. Le public a prêté attention à mes paroles. Le problème de Fukushima a la même origine [que celui de Hiroshima et Nagasaki]. Ce message a été bien accueilli, puis on a pu réfléchir ensemble. J'ai mis 5 ans pour que mes activités trouvent enfin un écho.

Q : *Vous avez une conscience accrue d'être hibakusha ?*

M : Enfin, c'est le même dommage qui en découle, d'une certaine façon. La problématique de la radioactivité est au fond identique. Donc je pense que nous pouvons être solidaires.

全然つながっていけるし、逆に、こちらの方は、生きた語り部の方はどんどん減ってきているっていう中で、2世3世の方は活動してるけど、歴史上の話とかってなったときに、でも福島に対する感性は全然、(…)

自分の訴訟団の中でも意識高かったり、なんで関東から避難して来たんだろうって、できたんだろうって、ハードル高い中、よくよく聞くと長崎出身だったり広島にルーツがあったりする人は、放射能っていう問題に対して、教育ですよね、受けて来た教育はもうそれによって全然違うっていうのもこの5年ですごい体感もしてきたし、実際にも見てきたから、(…)

D'autre part, chez les *hibakusha*, il y a de moins en moins de témoins vivants. La question des *hibakusha* est liée à l'histoire du Japon. Ce n'est pas encore le cas avec ceux de Fukushima.

J'ai rencontré des personnes qui se sont déplacées du Kantō [suite à l'accident]. Je me suis demandé pourquoi... Et en fait, nombreuses sont originaires de Nagasaki ou de Hiroshima. Elles ont eu une éducation sur ce problème. Durant ces cinq années, je me suis bien rendu compte que l'éducation joue beaucoup. [...]

Il est intéressant que Morimatsu évoque le terme « avancer » qui indique une progression, pour décrire l'évolution de son statut. Au fur et à mesure qu'elle développe sa relation avec des victimes de la pollution industrielle ou de la bombe atomique, elle constate des situations similaires à la sienne, telles que les difficultés administratives, les impacts psychologiques, la défiance vis-à-vis de l'Etat. Elle semble acquérir des connaissances permettant de « transformer ses émotions indignées en des expressions militantes » (Komatsubara, *ibid.*). À cela s'ajoute le fait qu'elle a progressivement acquis une reconnaissance publique¹⁰, ce qui entretient chez elle son statut de victime et renforce sa subjectivité. L'identité victimaire de Morimatsu est cristallisée par ses connaissances sur le statut jurisprudentiel, mais également par une reconnaissance sociale de sa légitimité d'être victime.

Ainsi, pour certains, la catégorie déplacé/réfugié est à revendiquer pour la reconnaissance sociale par les voies politique et juridique, alors que pour d'autres elle est à surmonter et effacer. Celles et ceux qui revendiquent le statut de « déplacés/réfugiés » mettent en avant une situation toujours

10. En 2019, Morimatsu a également été accueillie par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

transitoire. Ils ont encore l'espoir de retourner où ils vivaient en 2011. L'agenda est inconnu, voire repoussé constamment. Cet état d'attente permanente rend la construction d'un projet de vie à long terme difficile voire impossible. Chez les personnes qui s'engagent dans les activités protestataires, on constate le développement de connaissances sur la causalité de leur situation, qualifié par Brown et Mikkelsen (1990 : 125-6) d'« épidémiologie populaire », et la construction d'une légitimité à être victime.

Pour autant, certaines autres personnes, comme les deux premiers cas cités, sont amenées à refuser de se considérer victimes.

IV. Dilemmes autour de la responsabilité face au risque et autour du genre

Les quelques extraits qui précèdent ne suffisent pas à présenter les postures dans toutes leurs nuances, mais éclairent malgré tout le besoin de reconnaissance d'un statut maintenu dans une zone grise par la politique de reconstruction et de reconquête. Ils éclairent aussi l'intensité variable du lien de causalité entre la situation (individuelle et familiale), dont il est fait état dans les entretiens, et l'accident : mise en cause du nucléaire en tant que technique ou catastrophe d'origine humaine, accident « na-tech » (qui combinerait des aléas naturel et technologique) auquel personne n'était bien préparé ou amalgame d'erreurs et de désinformation. Ils montrent aussi que les effets sanitaires de l'accident, dans l'acception la plus ouverte de la santé, sont d'abord et immédiatement psychologiques, familiaux et sociaux. Manifestement et suivant l'analyse de Yoann Moreau (2016), l'appréhension et l'anxiété suscitées par les atteintes potentielles, retardées, latentes, de la radioactivité « ont plus d'impact que sa part mesurable et rationnelle ».

Si ces témoignages illustrent l'effet perturbateur d'un accident de cette gravité, ils montrent aussi la capacité adaptative des personnes qui y sont confrontées, tantôt en appliquant le principe de base de la radioprotection (l'éloignement), tantôt par la saisie du caractère récalcitrant des stigmates des retombées radioactives, avec lesquelles, d'une certaine manière, il faut bien composer. Ainsi, bien que le statut de victime se manifeste par des propos sur le préjudice d'anxiété causé par l'accident, il ne se résume pas simplement à une déploration ou à une étiquette subie, mais peut au

contraire être optimisé et renforcer l'engagement individuel de manière consciente, en endossant de nouveaux rôles sociaux, comme cela est perceptible notamment chez certaines de nos interviewées.

IV. 1. Responsabilité personnelle ou *jiko sekinin ron* 自己責任論

Dans leur diversité, l'évolution des perceptions des participants sur leur propre statut ou leur réaction à la politique témoignent de certains traits sociétaux. Anthony Giddens, dans son ouvrage *La conséquence de la modernité* (Giddens 1990 : 131-137), identifie 4 types de réactions par lesquelles les individus s'adaptent et vivent avec le risque dans la société contemporaine : 1) l'acceptance pragmatique; 2) l'optimisme durable; 3) le pessimisme cynique; 4) l'engagement radical. Les deux premières postures sont relativement positives mais conçoivent la limite de soi face au risque : la 1^{ère} se contente de s'appuyer sur les pratiques quotidiennes préventives, tandis que la 2^e attache de l'importance aux éléments semblant efficaces et logiques, tels que la science. La 3^e admet également des limites mais se convainc de la fatalité du danger avec raillerie. Et la 4^e est persuadée de la nécessité de surmonter le danger. Selon cette typologie, les deux premiers témoignages relèvent du premier groupe, tandis que Morimatsu appartient nettement au quatrième.

Par ailleurs, ces quatre attitudes seraient la conséquence de « l'anxiété » pour le futur, pour reprendre le terme de Giddens. Elles découlent aussi de la notion de responsabilité personnelle face au risque. Dans le contexte social du Japon, cette dernière (*jiko sekinin*), largement répandue dans les media depuis 2004¹¹, a des caractéristiques spécifiques. Le terme désigne, entre autres depuis la période du gouvernement Koizumi (2001-2006), les « efforts individuels ». Il est employé pour favoriser le concept de gouvernement limité (Suzuki 2014). Très récemment, Shibata Hideaki montre que

11. Cette année-là un journaliste et deux humanitaires japonais ont été capturés à leur arrivée en Irak par des forces islamistes radicalisées, avant d'être libérés. Leur geste a fait l'objet d'une critique acerbe du public au Japon, d'abord en raison de leur désobéissance aux recommandations gouvernementales, et plus particulièrement parce que la prise d'otages a dû nécessiter l'intervention de l'État. Pour beaucoup, ils devaient assumer voire méritaient leur captivité. Depuis, en cas de prise d'otage, la responsabilité des individus est plus stigmatisée que celle de l'État.

cette notion est invoquée dès les années 1950 dans les politiques de bien-être et de santé publique, pour signifier que la gestion du risque sanitaire devrait relever moins de l'initiative de l'État que des efforts des citoyens par eux-mêmes (Shibata 2020 : 37).

Selon la sociologue Ishikawa Tokiko, la définition la plus pertinente se trouve dans le *Dictionnaire des mots nouveaux* (*Gendai shinkokugo jiten* 現代新国語辞典) de Sanshōdō : « assumer la responsabilité des conséquences de ses propres gestes, qu'elles soient désavantageuses ou non, sans les attribuer à quelqu'un d'autre ou à la société » (Ishikawa 2017 : 6). Pour cette auteure, qui cite une étude de Sakurai (1998), l'expression apparaît dans le domaine de la finance au moment de l'éclatement de la bulle économique. À l'époque, de nombreuses grandes firmes font faillite et leurs employés invoquent le *jiko sekinin* pour montrer qu'ils assument la « responsabilité d'avoir choisi ces entreprises (en tant que lieu de travail) » ou la « responsabilité d'avoir investi » dans ces entreprises (Ishikawa 2017 : 6). Par la suite, le terme et le discours associé se sont répandus dans les médias pour faire des individus les comptables de leurs difficultés. Ainsi, depuis les années 2010, le terme *jiko sekinin* est particulièrement utilisé pour critiquer de manière de plus en plus radicale les individus bénéficiant du revenu minimum d'insertion (*seikatsu hogo* 生活保護)¹². Les contempteurs du *jiko sekinin ron*, quant à eux, discutent des effets que ce discours, qui minimise et dénigre la pauvreté et le rôle de la sécurité sociale, a sur l'intériorisation de la responsabilité de son sort (Ishikawa 2017 : 19).

La notion de responsabilité personnelle est ainsi fondée de manière récurrente sur l'idée qu'il faut assumer et endosser ses propres décisions, quelles qu'en soient les conséquences. Dans le contexte post accident nucléaire, cette responsabilité personnelle s'entend qu'elles que soient les causes à l'origine du dilemme vis-à-vis du lieu de résidence.

Il convient de souligner que cette notion va souvent de pair avec un regard négatif de la société japonaise vis-à-vis de l'individualisme, assimilé à l'égoïsme. Comme plusieurs études le montrent, *jiko sekinin* devient aujourd'hui au Japon une notion suscitant le débat sur la légitimité de l'intervention des institutions publiques pour aider des personnes vulnérables,

12. Voir aussi Inaba (2013) ou Yuasa (2019).

pauvres ou marginalisées, notamment par le biais de politiques de protection sociale.

Le politologue Aiba Kazuhiko (2019 : 41) place le fondement de cette notion dans le concept de *seken* 世間, qui désigne pour lui « toute relation avec des personnes qui ont ou sont susceptibles d'avoir des intérêts pour soi ». « Maintenir la relation avec autrui est plus important que de suivre la théorie; les parties prenantes de la communauté doivent en être conscientes, sans quoi elles sont exclues ou discriminées [...] ». Ainsi, la notion de *jiko sekinin* est employée lorsqu'un membre de la communauté transgresse des règles, et fait dès lors l'objet d'incrimination. Si bénéficier des aides publiques dans une situation vulnérable est perçu comme une transgression, cela revient à considérer que l'état vulnérable est une conséquence des arbitrages de l'individu et qu'il n'est guère digne de recourir à l'institution publique (financée par les contribuables). La notion de transgression conduit, en outre, au sentiment de honte chez l'individu. La honte, selon de Gaulejac, « est liée à la violence symbolique des rapports sociaux ... » (de Gaulejac 2012). Dans la société japonaise imprégnée de *seken*, la honte est suscitée par la transgression de règles collectives, comme l'a analysé Ruth Benedict dans son livre *Le chrysanthème et le sabre* (1946).

Dans les témoignages, la responsabilité personnelle est souvent invoquée par les interviewés, malgré leurs attentes et leur déception à l'égard de l'intervention publique. Le refus du statut de victime (*higaisha* ou *hisaisha* 被災者, sinistré), comme le glissement du statut d'évacué (*hinansha*) à celui de migrant évoqué plus haut, semblent dériver d'un sentiment de culpabilité ou d'anxiété à l'aune de la responsabilité personnelle, imposée par la société (leur *seken*). Il faudrait cependant distinguer la culpabilité de la honte (Azami 2010). Tandis que la honte est suscitée par la négation de l'identité de l'individu, par l'inaptitude de celui-ci à la norme collective, la culpabilité réside dans « l'autoaccusation » de l'acte transgressif, et « ne nie pas son identité ». Le fait que certains des interviewés ne souhaitent plus se considérer comme victimes, tout en poursuivant leur vie déplacée ou d'autres pratiques préventives, malgré l'éloignement de l'accident et le regard critique de leur entourage, pourrait indiquer que la culpabilité l'emporte sur la honte chez ces personnes.

D'autre part, l'attitude vis-à-vis du risque nucléaire chez une partie des participants est due à une conception où chacun doit être responsable de son exposition à la radioactivité. Comme c'est le cas du deuxième témoin

cité, le discours de responsabilité personnelle aurait affecté considérablement les relations avec un entourage qui défend cette notion et ne comprend guère ni ses actes ni ses arguments. Ainsi, s'il faut reconnaître une empreinte sociale dans les discours individuels sur le statut de victime, il convient également d'apprécier la manière dont en retour ces discours affectent parfois profondément les relations familiales et sociales des personnes enquêtées.

En outre, la politique post-catastrophe, qui abandonne progressivement la protection par le territoire (zonage et aide au relogement) au profit d'une individualisation de la protection, s'appuie sur, et renforce cette notion de *jiko sekinin* (dans une acception proche de celle d'injonction à la résilience telle que discutée par Reghezza *et al.* en 2012). Les enquêtés se sentent contraints de prendre une décision de leur propre chef. La distribution par les autorités de dizaines de milliers de dosimètres, d'abord à chaque enfant et femme enceinte du département, puis à chaque personne qui rentre chez elle, en est une démonstration manifeste (ACRO 2012, 2015). Comme les travaux de Sezin Topçu (2014) et ceux de Kimura Aya (2016) l'ont souligné, après la catastrophe de 1F, la responsabilité de la gestion du risque est « redistribuée » entre l'État, l'exploitant et les citoyens. Les sinistrés sont désormais censés la prendre en main aussi. Confrontés à une telle politique, quelques participants militent contre les autorités, mais la majorité tend à intérioriser cette notion de responsabilité.

Dans le processus de victimisation post accidentel, les *jiko sekinin ron* appuient donc les politiques publiques qui recourent à une forme de participation citoyenne dans la gouvernance de la catastrophe, après s'être heurtées à la complexité de la situation à traiter. Ils constituent aussi un redoutable allié des expérimentations conduites avec des acteurs du nucléaire nationaux ou étrangers dans la déclinaison japonaise du programme Ethos, dont l'objectif est de questionner « la réhabilitation des conditions de vie à long-terme dans les territoires contaminés » (IRSN 2016 : 2). Ainsi consultés et mobilisés, les gens accepteraient plus aisément de vivre dans un environnement durablement dégradé puisqu'ils seraient « gestionnaires de leurs propres expositions », acteurs responsables et non plus victimes impuissantes (Boudia & Jas 2019 : 92).

IV. 2. Déplacer l'analyse sous l'angle de la critique de genre

Nous avons mis en évidence que les interviewés masculins ont davantage tendance à « tourner la page » que leurs homologues féminins. Les participantes semblaient davantage persister à définir leur statut en tant que sinistrées, voire victimes de l'accident nucléaire.

Pourtant l'évolution de certaines participantes dans leur implication sociale est remarquable. En effet, depuis l'accident de 1F, de nombreuses femmes ont participé à différentes actions civiles et se sont massivement mobilisées à travers tout l'archipel (Chūjō 2018 : 62). Morimatsu s'est engagée dans les activités politiques, en raison de l'absence de soutien aux auto-évacués, tandis que l'agricultrice a fait évoluer sa carrière, du fait de la situation post-catastrophe. Comme d'autres parmi les 47 femmes interviewées dans le cadre de DILEM, ces femmes se sont impliquées dans la sphère « publique » (c'est-à-dire des activités autant économiques que socio-politiques) de manière inédite, à partir de leur expérience de sinistrée et en développant de nouveaux réseaux sociaux.

La réaction des femmes s'éclaire grâce à une approche par le genre. La cause majeure de leur implication dans les activités associatives s'explique, certes, par l'idée que les femmes (ou les mères) sont les premières à assumer la responsabilité de l'alimentation du ménage ou de la santé des enfants. Une telle conception, qui paraît d'abord essentialiste, ne s'y réduit pas. Comme Anne Gonon l'a suggéré (Gonon 2015), cette idée devrait être abordée au prisme de la question de l'éthique du *care*, « capacité des vulnérables à prendre soin d'autrui », et « souci prioritaire des rapports avec autrui » (Gilligan 1986). Dans ses recherches en psychologie morale, Gilligan souligne la divergence des critères de décision morale chez les femmes et les hommes : tandis que ces derniers valoriseraient la « logique de calcul » et « la référence aux lois », les femmes privilégieraient davantage « la valeur de la relation, s'orientant [selon] ce qui peut conforter les relations interpersonnelles, développer les interactions sociales » (Zielinski 2010). Il est à souligner que la société japonaise envisage le statut social et le droit des femmes de manière assez particulière : malgré la dénonciation des rapports de force dans la sphère privée par les mouvements féministes des années 1970, le statut de « femme au foyer » (*shufu* 主婦) demeure considéré comme une place légitime. De nombreux travaux ont révélé qu'il découle en partie du système économique japonais recourant à la division

sexuée des tâches (voir par exemple Ueno 1990 ; Kanai 1996 ; Inoue 2009 ; Sasagawa *et al.* 2015).

En endossant la responsabilité parentale, nos interviewées sont amenées à faire des recherches, se rendre à des ateliers, participer aux procès pour revendiquer des droits, et ont amplifié leurs « interactions sociales ». La philosophe française Sandra Laugier explique que les éthiques du *care* « se sont révélées [être] un projet de société, visant à mettre la réflexion sur les vulnérabilités et les liens sociaux au centre non seulement d'un travail sur la vie morale, mais également sur la définition des limites du politique » (Laugier 2015). Il nous semble que les démarches des interviewées, cherchant à protéger leurs enfants par le biais de l'entraide, possèdent une potentialité politique qui pourrait surmonter le discours de responsabilité personnelle.

Tout au long de leur parcours, ces femmes souffrent également des contraintes liées au système patriarcal qui coexiste avec le néolibéralisme dans la société japonaise. Elles doivent être économiquement autonomes sinon soutenues par leurs homologues masculins pour être considérées « égales » aux hommes, et « dignes » de s'imposer en public (Ueno 2010). L'entraide ou l'interdépendance des vulnérables (*care*) contribuent, à l'heure actuelle, à la politique s'appuyant sur la division du travail selon le genre. L'éthique du *care* est peu audible face à l'androcentrisme dominant. Les voix de ces femmes sont ainsi écartées de la sphère publique, et refoulées dans le domaine de la parentalité sinon de l'irrationnel. Selon le regard social dominant, elles sont considérées d'abord comme partiales, voire individualistes. Nous l'interprétons plutôt comme un processus de subjectivation chez les auto-évacuées : ces femmes adviennent en tant que « sujet », à travers l'insubordination aux normes sociales et au pouvoir.

Conclusion

Finalement, chercher à nommer les sinistrés ne résout pas tout. Mais cette attention pour les qualificatifs a permis d'identifier les racines de l'engagement des victimes comme la transformation des sinistrés en survivants qui mobilisent leurs ressources pour surmonter l'héritage de la période post-accidentelle. L'attention portée au discours et à ses transformations sur plusieurs années permet de réarticuler catastrophe et risque, de replacer les effets de la radioactivité dans une chaîne de connexions qui quittent le domaine physique et matériel pour se propager à la sphère sociale et institutionnelle. Dans l'itinéraire de vie des interviewés, notamment auto-déplacés, initialement ou progressivement exclus du périmètre de l'évacuation officielle, l'accident de 1F constitue une rupture et une bifurcation individuelle et familiale franches, tandis que la naturalisation de l'exposition à la radioactivité et l'insensibilité s'installent. L'horizon a changé : dans cette épreuve extrême, la revendication identitaire peut prendre une forme contestataire lorsque la reconnaissance par le droit est insatisfaisante ; certains déclarent avoir appris qu'un individu devait prendre ses décisions tout seul et en assumer pleinement la responsabilité. C'est grâce à l'épreuve de l'accident, répondent-ils lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pouvaient retirer de positif de cette expérience, qu'ils ont pu évoluer ainsi. Effectivement, ces personnes ont pris des décisions, agi en conséquence, souvent malgré l'avis de leurs proches voire en s'opposant à eux. Une telle déclaration témoigne d'un processus de formation d'un individu autonome, quoique contraint. Ainsi l'accident nucléaire aura livré ces personnes à elles-mêmes avant de leur rendre un pouvoir d'agir.

Bibliographie

AIBA Kazuhiko 饗場和彦 2019

« "Jiko sekinin-ron" on Freed Journalist Yasuda : Political and Social Factors Unique to Japan », *Tokushima daigaku daigaku kaihō jissen sentā kiyō* 徳島大学 大学開放実践センター紀要, 28 : 35-48.

ACRO 2020

« Fukushima en forme olympique : bilan chiffré pour le 9^e anniversaire », L'ACRONique de Fukushima, Blog de l'Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest.

<https://fukushima.eu.org/fukushima-en-forme-olympique-bilan-chiffre-pour-le-9ieme-anniversaire/> (dernière consultation le 8 avril 2021).

ACRO 2015

« Dosimètres Chiyoda : l'IRSN répond à l'ACRO ».

<https://fukushima.eu.org/dosimetres-chiyoda-lirsn-repond-a-lacro/> (dernière consultation le 8 avril 2021).

ALDRICH Daniel P. 2012

Building Resilience: Social Capital in Post-Disaster Recovery, Chicago, University of Chicago Press.

AUGENDRE Marie 2020

« Fukushima », in Collectif Cynorhodon, *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, Paris, CNRS : 422-425.

Azami Ritsuko 2010

« Characteristics of the Scolder Evoke Different Responses of Humiliation,

Shame, or Guilt », *The Japanese Journal of Personality*, 18 (2) : 85-95.

BARTHE Yannick 2017

Les retombées du passé : le paradoxe de la victime, Paris, Seuil.

BERTAUX Daniel 2010

Le Récit de vie, 3^e édition, Paris, Armand Colin.

BOUDIA Soraya & JAS Nathalie 2019

Gouverner un monde toxique, Versailles, Éditions Quae, coll. « Sciences en questions ».

BROWN Phil 2010

« Retour sur l'épidémiologie populaire », in Akrieh Madeleine et al., *Sur la piste environnementale : menaces sanitaires et mobilisations profanes*, Paris, Presses des Mines : 53-87.

BROWN Phil & MIKKELSEN Edwin J. 1990

No Safe Place: Toxic Waste, Leukemia, and Community Action, University of California Press.

CHATEAURAYNAUD Francis 2011

« Le sens de l'irréversible. Chronique du nucléaire civil après Fukushima (le partie) » billet du blog « socio-informatique et argumentation ». <https://socioargu.hypotheses.org/2447> (dernière consultation le 18 janvier 2021).

CHŪJŌ Chiharu 2018

« Formes et enjeux politiques de la musique populaire dans le Japon des années 1970 jusqu'à aujourd'hui :

arrangements stratégiques des artistes femmes engagées », thèse de doctorat à l'université Lyon III.

COURNIL Christel 2010

« Les "réfugiés environnementaux" : enjeux et questionnements autour d'une catégorie émergente », *Migrations Société*, 128 (2) : 67-79.

EVARD Olivier, LACEBY Jean-Patrick & NAKAO Atsushi 2019

« Effectiveness of Landscape Decontamination Following the Fukushima Nuclear Accident: a Review », *SOIL*, 5, 333-350.
<https://doi.org/10.5194/soil-5-333-2019>
 (dernière consultation le 8 avril 2021).

GIDDENS Anthony 1990

The Consequences of Modernity, Stanford, Stanford University Press.

GILLIGAN Carol 1993

In a Different Voice: Psychological Theory and Women's Development, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press.

GONON Anne 2015

« Le féminisme à l'épreuve d'une catastrophe nucléaire. Mères, nature et care dans le Japon d'après-Fukushima », *Cahiers du Genre*, 59 : 153-171.

GOODSON Ivor 2001

« The Story of Life History: Origins of the Life History Method in Sociology », *Identity*, 1:2, 129-142.

HINO Kōsuke 日野行介 2016

Genpatsu-kimin : Fukushima 5 nengo no

shinjitsu 原発棄民：福島5年後の事実 (Genpatsu kimin : la vérité de 5 ans après l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi), Tokyo, Mainichi shuppan 毎日出版.

HIROMOTO Yuka 廣本由香 2016

« Fukushima genpatsu jiko o meguru jishu hinan no "yuragi" » 福島原発事故をめぐる自主避難の「ゆらぎ」 (« État vacillant » des auto-évacués, sur la question de l'accident de Fukushima Daiichi), *Shakaigaku hyōron* 社会学評論, 67 (3) : 267-284.

INABA Tsuyoshi 稲葉剛 2013

Seikatsu hogo kara kangaeru 生活保護から考える (Réflexions sur la société, du point de vue de l'aide sociale), chapitre 3, Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店.

INOUE Teruko 井上輝子 2009

« Nihon no josei-gaku to "sei-yakuwari" » 日本の女性学と『性役割』, *Shinpen Nihon no feminizumu 3 Sei-yakuwari* 新編 日本のフェミニズム3 性役割 (Le féminisme au Japon 3 : Rôles des sexes), Iwanami shoten, 1-37.

INUI Yasuhiro 乾康代 2016

« Aid To Evacuees By Local Governments Nationwide and Local Governments Affected By the Disaster. Based on the Surveys Administered to Local Governments Nationwide After the Great East Japan Earthquake Disaster » (en japonais), *J. Archit. Plann.*, AIJ, 81 (726) : 1851-1858.

IRSN 2016

Compte-rendu de la réunion du GT-CIPR
20 avril 2016, 10 p.

https://www.irs.fr/GT-CIPR/Documents/20-04-2016/GT-CIPR_20-04-2016_CR.pdf (dernière consultation le 8 avril 2021).

ISHIKAWA Tokiko 石川時子 2017

« Shakai fukushi ni okeru jiko sekinin to han jiko sekinin-ron no shosō » 社会福祉における自己責任と反・自己責任論の諸相 (Étude sur l'auto-responsabilité et l'anti-auto-responsabilité en matière de protection sociale), *Kantō gakuin daigaku jinbunkagaku kenkyū johō* 関東学院大学人文科学研究所報, 40 : 3-20.

JOBIN Paul 2006

Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon, Éditions de l'EHESS, Paris.

JOUZEL Jean-Noël & PRETE Giovanni 2014

« Devenir victime des pesticides. Le recours au droit et ses effets sur la mobilisation des agriculteurs Phyto-victimes », *Sociologie du travail*, 56 (4), octobre-décembre.

<http://journals.openedition.org/sdt/2235> (dernière consultation le 18 mai 2020).

KANAI Yoshiko 金井淑子 1989

« Rōdō undō feminizumu ron : onna no undō no ronri » 労働運動フェミニズム論—女の運動の論理 (Le féminisme dans le syndicalisme : la logique du militantisme des femmes), *Posuto modan feminizumu : sai to josei* ポストモダンフェミニズム—差異と女性 (Féminisme

postmoderne : différences et femmes), Tokyo, Keisō shobō 勁草書房.

KIMURA Aya Hirata 2016

Radiation Brain Moms and Citizen Scientists: the Gender Politics of Food Contamination After Fukushima, Durham, Duke University Press.

KOMATSUBARA Orika 小松原織香 2019

« "Higaisha no jōnen" kara "higaisha no hyōgen" e : minamatabyō "hitokabu undō" (1970-nen) ni okeru higaisha kagaisha taiwa o kentō suru » <被害者の情念>から<被害者の表現>へ 水俣病「一株運動」(1970年)における被害者・加害者対話を検討する (De « l'émotion de la victime » à « l'expression de la victime ». Examen du dialogue entre les victimes et les auteurs de la maladie de Minamata dans le cadre du « Mouvement pour une action unique » (1970)), *Gendai seimei tetsugaku kenkyū* 現代生命哲学研究, 8 : 57-129.

KONDŌ Kazuko 近藤和子 & ŌHASHI Yukako 大橋由香子 2012

Fukushima genpatsu to onnatachi : deai o tsunagu 福島原発と女たち—出合いをつなぐ (La centrale nucléaire de Fukushima et les femmes : rencontres), Tokyo, Nashinokisha 梨の木舎.

LAUGIER Sandra, FALQUET Jules & MOLINIER Pascale 2015

« Genre et inégalités environnementales : nouvelles menaces, nouvelles analyses, nouveaux féminismes : Introduction », *Cahiers du Genre*, 59 : 5-20.

MARICHALAR Pascal 2017

Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales, Paris, La Découverte, coll. « L'envers des faits ».

MATSUI Katsuhiro 松井克浩 2013

« A Study on the Problems of Wide-area Evacuees in Niigata Prefecture », *Shakaigaku-nenpō* 社会学年報, 42 : 61-71.

MIYADAI Shinji 宮台真司 et al. 1998

« *Sei no jiko kettei* » *genron : enjo kōsai baibaishun kodomo no sei* 〈性の自己決定〉言論—援助交際・売買春・子どもの性 (L'autodétermination de la sexualité : *escort girl*, prostitution et sexualité des enfants), Tokyo, Kinokuniya shoten 紀伊國屋書店.

MOREAU Yoann 2016

« Médée Fukushima », *Sociétés*, 134 : 93-99.

<https://www.cairn.info/revue-societes-2016-4-page-93.htm> (dernière consultation le 8 avril 2021).

NOMURA Toyohiro 2014

« La responsabilité dans les dommages nucléaires en droit japonais et son évolution après l'accident de Fukushima », *Revue juridique de l'environnement*, 39 : 629-639.

OFPPRA 2018

« Le statut de réfugié ».

<https://www.ofpra.gouv.fr/fr/asile/les-differents-types-de-protection/le-statut-de-refugie> (dernière consultation le 10 janvier 2020).

PETRYNA Adriana 2002

Life Exposed: Biological Citizens after Chernobyl, Princeton, Princeton University Press.

PILLAYRE Héloïse 2017

« Justice et justesse de l'indemnisation. Acteurs et dispositifs de l'État providence à l'épreuve du scandale de l'amiante », thèse de sociologie à l'EHESS.

PITTELOUD Cyrian 2019

« L'Affaire d'Ashio : pollution minière et expertise environnementale dans le Japon moderne », thèse de doctorat à l'université de Genève.

REGHEZZA-ZITT Magali, RUFAT Samuel,**DJAMENT-TRAN Géraldine, LE BLANC****Antoine & L'HOMME Serge 2012**

« What Resilience Is Not: Uses and Abuses », *Cybergeogeo : European Journal of Geography*, Environnement, Nature, Paysage, document 621.

<http://journals.openedition.org/cybergeogeo/25554> (dernière consultation le 10 janvier 2020).

SAKURAI Tetsuo 桜井哲夫 1998

« *Jiko sekinin* » *towa nanika* 〈自己責任〉とは何か (Qu'est-ce « jiko sekinin » ?), Tokyo, Kōdansha 講談社.

SHIBATA Hideaki 芝田英昭 2020

« Shakai hoshō ni okeru "jiko sekininron" no honshitsu to mokuteki » 社会保障における「自己責任論」の本質と目的 (La nature et la finalité de l'auto-responsabilité dans le domaine de la sécurité sociale), *Rikkyō daigaku*

komyuniti-fukushi kenkyūjo kiyō 立教大学
コミュニティ福祉研究所紀要, 8 : 35-51.

SASAGAWA Ayumi 笹川あゆみ, **IKEMATSU Reiko** 池松玲子 & **OZEKI Takako** 小関孝子
2015

« Fūfu-kan no seibetsu yakuwari bungyō wa naze kawaranai no ka : Kikon josei e no intabyū chōsa kara saguru » 夫婦間の性別役割分業はなぜ変わらないのか：既婚女性へのインタビュー調査から探る (Pourquoi la répartition des rôles entre les sexes dans les couples mariés ne change-t-elle pas ? À travers des entretiens avec des femmes mariées), *Ajia josei kenkyū* アジア女性研究, 24 : 1-12.

Shin feminizumu hihyō no kai
新・フェミニズム批評の会 2012

« 3.11 Fukushima » igo no feminizumu : datsu genpatsu to atarashi sekai e 3.11 フクシマ以後のフェミニズム—脱原発と新しい世界へ (Le féminisme après le 11 mars 2011 et Fukushima : échapper à l'énergie nucléaire, vers un nouveau monde), Tokyo, Ochanomizu shobō 御茶の水書房.

STANLEY Anna 2005

« Risk, Scale and Exclusion in Canadian Nuclear Fuel Waste Management »
ACME: An International Journal for Critical Geographies, 4 (2) :194-227.

<https://www.acme-journal.org/index.php/acme/article/view/734> (dernière consultation le 8 avril 2021).

SUZUKI Takaaki 2014

« L'hybridation néolibérale de l'État développeur japonais », *Critique internationale*, 2 (2) :19-39.

<https://doi.org/10.3917/crrii.063.0019>
(dernière consultation le 14 avril 2021).

TANAMI Hisae 2018

« Tohoku Disaster Evacuees Outside Their Home Prefectures : Focus on Surveys of Evacuees Living in the Kinki Region and Okayama Prefecture » (en japonais), *Studies in Disaster Recovery and Revitalization*, 9 : 105-115.

TOPÇU Sezin 2014

« Organiser l'irresponsabilité ? La gestion (inter)nationale des dégâts d'un accident nucléaire comme régime discursif », *Écologie & politique*, 48 (2) : 95-114.

UENO Chizuko 上野千鶴子 1990

Kafuchōsei to shihonsei : Marukusu shugi feminizumu no chihei 家父長制と資本制—マルクス主義フェミニズムの地平 (Patriarcat et capitalisme : la perspective du féminisme marxiste), Tokyo, Iwanami shoten.

UENO Chizuko 2010

Onnagirai : Nippon no misojinī 女ざらい—ニッポンのミソジニー (Haine des femmes : la misogynie du Japon), Tokyo, Kinokuniya shoten.

VASQUEZ-MAIGNAN Ximena 2011

Fukushima : responsabilités et indemnisation, Agence pour l'énergie nucléaire.

<https://www.oecd-neo.org/nea-news/2011/29-2/aen-infos-fukushima-29-2.pdf> (dernière consultation le 8 avril 2021).

YABUKI Ryōta 矢吹怜太 & KAWASAKI Kōta

川崎興太 2018

« A Study of Voluntary Evacuees from Fukushima Prefecture Affected by the Fukushima Nuclear Acciden » (article en japonais), *Reports of the City Planning Institute of Japan*, 17.

https://www.cpij.or.jp/com/ac/reports/17_1.pdf (dernière consultation le 5 janvier 2020).

YOSHIDA Chia 吉田千亜 2016

Rupo boshi hinan : kesareyuku genpatsu jiko higaisha ルポ母子避難：消されゆく原発事故避難者 (Reportage sur les mères avec enfants déplacées, ou l'effacement des victimes de l'accident nucléaire), Iwanami shinsho 岩波新書, Tokyo, Iwanami shoten.

YOSHIOKA Kyōko 吉岡京子 & KURODA

Mariko 黒田真理子 2015

« A Review of the Literature (from 2011-2014) on the Fukushima Nuclear Disaster and the Associated Evacuation », *Nihon chiiki kango gakkaiishi* 日本地域看護学会誌, 18 (2) : 69-78.

YUASA Makoto 2019

Contre la pauvreté au Japon, Paris, Philippe Picquier.

ZIELINSKI Agata 2010

« L'éthique du care. Une nouvelle façon de prendre soin », *Études*, 12 (413) : 632.